

*Eldorado Nucléaire Limitée*

Nous avons l'exemple d'autres industries. Le projet Limestone du Manitoba a prouvé que la main-d'oeuvre locale peut être utilisée d'une manière extrêmement efficace. On a embauché des travailleurs sur place. Nous nous préoccupons de cette question dans ma circonscription où la Northwest Telephone Corporation est sur le point d'être vendue. Nous essayons de nous assurer que les 400 travailleurs de la société à Whitehorse conserveront leur emploi. La disparition de ce nombre d'emplois n'a peut-être pas beaucoup de conséquences dans une grande ville, mais dans les petites localités où des mines comme celle d'Eldorado Nucléaire sont situées, il faut s'assurer que les travailleurs pourront se recycler ou conserver leur emploi.

Plusieurs groupes ont soulevé cette question quand ils ont comparu devant le comité. Les métallos, par exemple, étaient inquiets et ils nous ont dit qu'ils avaient appris à leurs dépens à se méfier des fusions. On leur a promis sans grande conviction qu'aucun emploi ne serait supprimé par suite de la fusion. Ce n'est pas suffisant. Ils méritent qu'on leur promette fermement que la fusion n'entraînera aucune mise à pied.

Ils proposent que la nouvelle société emploie un nombre minimum de travailleurs à chaque endroit, compte tenu du fait que l'extraction de l'uranium est une entreprise cyclique. Le délai de cinq ans proposé pour la mise en oeuvre permettrait les adaptations nécessaires et tiendrait compte de la nature cyclique de l'exploitation des ressources non renouvelables.

● (2000)

Il semble, toutefois, que les grandes privatisations tendent à favoriser davantage le patronat que les intérêts des travailleurs. Le patronat n'a plus à atteindre les mêmes objectifs qu'une société d'État ni même à donner l'exemple en matière de santé et de sécurité qui est tellement importante, voire nécessaire dans un secteur comme celui-ci. Comme je l'ai déjà signalé tout à l'heure, on aurait pu faire beaucoup plus en cinq ans pour améliorer les normes de santé et de sécurité tant pour les employés que pour l'environnement.

Dans ce secteur industriel et d'autres secteurs similaires, le taux de chômage est souvent très élevé. On a déjà parlé du gouvernement de la Saskatchewan qui, dans sa détermination à exploiter les ressources non renouvelables du nord de cette province, s'est vraiment efforcé de mettre au point un modèle d'intégration des autochtones et des autres habitants de ces régions éloignées. Comme l'illustre cet exemple, il faut de l'engagement et de la planification. Les étapes qui ont mené à l'établissement de la politique de la Saskatchewan ont été manifestement bien planifiées et bien pensées.

L'amendement proposé permettrait de bien étudier ces questions importantes qui auront des répercussions durables pour les travailleurs, l'environnement et le secteur industriel.

**M. Ray Skelly (Comox—Powell River):** Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir parler de cet amendement très important dont la Chambre est saisie ce soir. J'espère que le gouvernement sera disposé à l'appuyer. Les Canadiens méritent d'avoir l'occasion de se prononcer sur cette proposition lors d'élections fédérales. La proposition de faire passer au secteur privé, à un prix ridiculement bas, l'industrie canadienne de l'uranium n'a pas grand bon sens aux yeux de la plupart des Canadiens. Ils devraient certes avoir la possibilité, lors d'élections, de dire ce qu'ils pensent de la performance du gouvernement et de cette proposition.

Le gouvernement propose donc de liquider, contre environ 250 millions de dollars, les biens issus de la fusion entre Eldorado Nucléaire et la Saskatchewan Mining Development Corporation, et d'endosser une dette de 600 millions. Cela doit passer pour une affaire sensationnelle pour n'importe quel contribuable raisonnable, mais c'est ce dernier qui se fait rouler.

Deuxièmement, les contribuables devront faire les frais d'un grand nettoyage de 880 millions de verges cubes de déchets, à un coût évalué entre 250 et 600 millions de dollars. Si nous retenons le pire scénario et ajoutons les 600 millions en coûts de nettoyage aux 600 millions de la dette que vont assumer les contribuables, cette opération leur aura coûté plus d'un milliard de dollars. En tant que contribuable, je voudrais certes dire ce que je pense d'une telle proposition lors des prochaines élections fédérales.

On se demande évidemment pourquoi le gouvernement conservateur voudrait faire une telle chose. La seule explication tient apparemment à une obsession idéologique selon laquelle il n'y a rien de bon dans le secteur public, une obsession qui est une véritable contradiction quand on y pense bien, car le parti conservateur veut prouver que l'État est mauvais. Les conservateurs ont passé quatre ans depuis septembre 1984 à prouver aux Canadiens à quel point l'État peut être mauvais. On a assisté depuis ce moment-là à toute une série de catastrophes.

Celle dont nous sommes saisis ce soir, cette mesure par laquelle le gouvernement propose que les biens de la société soient liquidés et que sa dette et ses obligations soient assumées par les contribuables n'a aucun sens sur le plan économique. Le gouvernement préférerait sans doute ne rien modifier, ce qui serait conforme à la mauvaise impression qu'on a de lui. Néanmoins, j'espère qu'il adoptera l'amendement dont la Chambre est saisie ce soir.

Il y a une autre raison qui justifie le délai prévu dans cet amendement. En effet, il devra y avoir un nettoyage en règle, et on ne s'est pas encore entendu sur la technologie à employer et le mécanisme à respecter. Il faudra du temps avant de rendre les déchets nucléaires inoffensifs, et avant qu'une décision ne soit prise il faudra que le gouvernement garde cette société intacte.